



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-33474>

Département(s) de publication : **76**

Annonce n° **26-33474**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Metropole Rouen Normandie

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Prestations de gardiennage, surveillance et médiation pour les bâtiments et sites de la Métropole Rouen Normandie

**Description** : Prestations de gardiennage, surveillance et médiation pour les bâtiments et sites de la Métropole Rouen Normandie : Lot 01 : Gardiennage des sites métropolitains Lot 02 : Surveillance de manifestations dans un cadre évènementiel Lot 03 : Médiation sur le site du Parc des Bruyères. Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique

**Identifiant de la procédure** : a51d766d-35f3-4278-bb80-95a298894b1e

**Identifiant interne** : 25-DIMG-LCCD-PrestGardSurvBat

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79713000 Services de gardiennage

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79422000 Services d'arbitrage et de conciliation

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79710000 Services de sécurité

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 2,800,000 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Lot 1 - Gardiennage des sites métropolitains La Commission d'Appel d'Offres a attribué l'accord-cadre à bons de commandes avec un maximum annuel de 250 000 euro(s) Ht à la société Global Security Services A titre indicatif, le montant du Dqe non contractuel est de 201.976,32 euro(s) Ttc. Lot 2 - Surveillance de manifestations dans un cadre évènementiel La Commission d'Appel d'Offres a attribué l'accord-cadre à bons de commandes avec un maximum annuel de 200 000 euro(s) Ht à la société Agir Prevention Et Securite. A titre indicatif, le montant du Dqe non contractuel est de 181.406,64 euro(s) Ttc. Lot 3 - Médiation sur le site du Parc des Bruyères La Commission d'Appel d'Offres a attribué l'accord-cadre à bons de commandes avec un maximum annuel de 250 000 euro(s) Ht à la société Universal Security A titre indicatif, le montant du Dqe non contractuel est de 193 284 euro(s) Ttc. L'accord-cadre est conclu pour une durée d'1 an, reconductible tacitement pour une durée maximale de 4 ans. Référence de l'avis initial paru au Boamp : n°25-127438 publié le 19/11/2025. Référence de l'avis initial paru au Joue : 767623-2025 diffusé le 19/11/2025. Le marché est consultable sur demande auprès de la Direction de l'Achat Public, service des Marchés, 108 allée François Mitterrand, B.P. 1180, 76176 Rouen Cedex, tél (+33) 02.32.76.44.22

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Gardiennage des sites métropolitains

**Description :** Gardiennage des sites métropolitains

**Identifiant interne :** 01

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79713000 Services de gardiennage

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79713000 Services de gardiennage

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79422000 Services d'arbitrage et de conciliation

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79710000 Services de sécurité

**Options :**

**Description des options :** Au sens du droit européen

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations relatives aux avis antérieurs :**

**Identifiant de l'avis antérieur : 767623-2025**

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : Autre**

**Objectif social promu : Autre**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Performances en matière de protection de l'environnement

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10**

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40**

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des

actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 &quot; Société Tropic Travaux Signalisation &quot; req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 &quot; Département Tarn et Garonne &quot; req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Surveillance de manifestations dans un cadre évènementiel

**Description :** Surveillance de manifestations dans un cadre évènementiel

**Identifiant interne :** 02

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79713000 Services de gardiennage

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79710000 Services de sécurité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79422000 Services d'arbitrage et de conciliation

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79710000 Services de sécurité

**Options :**

**Description des options :** Au sens du droit européen

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations relatives aux avis antérieurs :**

### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

**Objectif social promu** : Autre

### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours** : Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

**Titre :** Médiation sur le site du Parc des Bruyères

**Description :** Médiation sur le site du Parc des Bruyères

**Identifiant interne :** 03

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79713000 Services de gardiennage

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79422000 Services d'arbitrage et de conciliation

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79422000 Services d'arbitrage et de conciliation

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79710000 Services de sécurité

**Options :**

**Description des options :** Au sens du droit européen

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 3

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans

##### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations relatives aux avis antérieurs :**

**Identifiant de l'avis antérieur :** 767623-2025

##### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

**Objectif social promu** : Autre

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type** : Prix

**Description** : Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours** : Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

**Section 6 - Résultats**

**Valeur maximale des accords-cadres dans cette procédure :** 2,800,000 Euro

**6.1 Résultat – Identifiants des lots :** LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 2,800,000 Euro

**6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel :** GLOBAL SECURITY SERVICES

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** TEN-0001

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0001

**Valeur de l'offre :** 1,000,000 Euro

**L'offre est une variante :** non

**Sous-traitance :** Pas encore connu

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** C26015

**Titre :** Gardiennage des sites métropolitains

**Date de conclusion du marché :** 27/02/2026

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre :** non

**6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 8

**6.1 Résultat – Identifiants des lots :** LOT-0002

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 2,800,000 Euro

### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** AGIR PREVENTION ET SECURITE. M

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** TEN-0002

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0002

**Valeur de l'offre :** 800,000 Euro

**L'offre est une variante :** non

**Sous-traitance :** Pas encore connu

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** C26016

**Titre :** Surveillance de manifestations dans un cadre évènementiel

**Date de conclusion du marché :** 27/02/2026

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre :** non

### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 6

### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0003

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 2,800,000 Euro

### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** UNIVERSAL SECURITY

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** TEN-0003

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0003

**Valeur de l'offre :** 1,000,000 Euro

**L'offre est une variante :** non

**Sous-traitance :** Pas encore connu

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** C26044

**Titre** : Médiation sur le site du Parc des Bruyères

**Date de conclusion du marché** : 30/03/2026

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre** : non

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues** :

**Type de soumissions reçues** : Offres

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues** : 9

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Avenue-Web Systèmes

**Numéro d'enregistrement** : D539F76B-E784-2B7C-0D2AEAC5794DA842

**Ville** : Seyssinet-Pariset

**Code postal** : 38170

**Subdivision pays (NUTS)** : Isère ( FRK24 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : publications-joue@aws-france.com

**Téléphone** : +33480041260

**Rôles de cette organisation** :

**TED eSender**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Metropole Rouen Normandie

**Numéro d'enregistrement** : 51995

**Adresse postale** : Le 108 108 allée François Mitterrand

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76176

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Point de contact** : MAYER-ROSSIGNOL Nicolas

**Adresse électronique** : demat.marches@metropole-rouen-normandie.fr

**Téléphone** : 0232764422

**Télécopieur** : 0232764429

**Adresse internet** : <http://www.metropole-rouen-normandie.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.mpe76.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Rouen

**Numéro d'enregistrement** : D539F79C-9D4A-AEDF-04A48DCB58C5A716

**Adresse postale** : 53 avenue Gustave Flaubert

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76000

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-rouen@juradm.fr

**Téléphone** : 0232081270

**Télécopieur** : 0232081271

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : GLOBAL SECURITY SERVICES

**Taille de l'opérateur économique** : **Micro, petite ou moyenne**

**Numéro d'enregistrement** : 1737489-1-1-1

**Adresse postale** : 76 rue d'Elbeuf

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76000

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire** : {code|name|eforms-country.FRA}

**Lauréat de ces lots** : LOT-0001

8.1 ORG-0005

**Nom officiel** : AGIR PREVENTION ET SECURITE. M

**Taille de l'opérateur économique** : **Micro, petite ou moyenne**

**Numéro d'enregistrement** : 1737489-1-2-1

**Adresse postale** : 29, Route de Lyons la forêt

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76000

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire** : {code|name|eforms-country.FRA}

**Lauréat de ces lots** : LOT-0002

#### 8.1 ORG-0006

**Nom officiel** : UNIVERSAL SECURITY

**Taille de l'opérateur économique** : Micro, petite ou moyenne

**Numéro d'enregistrement** : 1737489-1-3-1

**Adresse postale** : rue du pré aux boeufs

**Ville** : Saint-Etienne-Du-Rouvray

**Code postal** : 76800

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Bénéficiaire effectif**

**Nationalité du propriétaire** : {code|name|eforms-country.FRA}

**Lauréat de ces lots** : LOT-0003

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 6b1818a3-4b39-4f01-9ef7-2112d87c0fb8 - 01

**Type de formulaire** : Résultats

**Type d'avis** : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 01/04/2026 à 12:10

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 01/04/2026